

# MACAC

Mon Autre Canard ATTAC Campus VSQ

Numéro 2 - février 2005

## SOMMAIRE

Page 2 - Le commerce équitable

Page 3 - Le tsunami de la dette

Page 4-5 - Les femmes face à la mondialisation

Page 6-7 - Education et publicité

Page 8 - A lire ce mois-ci

## AGENDA

**12/03:** 17h Conférence à l'UVSQ sur les OGM

**12-13/03:** week-end de mobilisation en Ile-de-France contre la Constitution

**19/03:** manifestation à Bruxelles pour une autre Europe, sociale, solidaire, égalitaire et pacifique

## CONTACTS

Pour nous joindre et vous inscrire à la liste de diffusion d'infos:  
uvsq-info@attac.org

## EDITORIAL

*« A l'Europe que la pensée de banquier veut à toute force nous imposer, il s'agit d'opposer non, comme certains, un refus nationaliste de l'Europe, mais un refus progressiste de l'Europe néolibérale des banques et des banquiers. Ceux-ci ont intérêt à faire croire que tout refus de l'Europe qu'ils nous proposent est un refus de l'Europe tout court. Refuser l'Europe des banques, c'est refuser la pensée de banquier qui, sous couvert de néolibéralisme, fait de l'argent la mesure de toutes choses, de la valeur des hommes et des femmes sur le marché du travail et, de proche en proche, dans toutes les dimensions de l'existence.*

*La résistance à l'Europe des banquiers, et à la restauration conservatrice qu'ils nous préparent, ne peut être qu'européenne. »*

Pierre Bourdieu (1997)

## Le commerce équitable : du consommateur au consom'acteur

« *Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine* ». Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 – article 23.

### En réponse à la pression du commerce mondial

La dégradation des relations commerciales entre le Nord et le Sud est devenue inacceptable ... Ecrasés par des dettes, devant faire face à des besoins immédiats, les paysans sont souvent obligés de vendre leur production à un prix qui ne leur permet pas de subvenir à leurs besoins. Ces pays du Sud produisent principalement des matières premières (bois, minerais) et produits agricoles (café, thé, cacao, fruits...) suite à la politique commerciale désastreuse imposée par le Fonds Monétaire International dans ces pays.

Dans une économie mondialisée, le prix de ces biens de faible valeur ajoutée est basé sur le cours mondial. Or, selon le vieux principe libéral, vu que l'offre augmente et la demande stagne, le cours par exemple du café ou du cacao s'effondre... Le prix et les conditions d'achat sont donc imposés aux producteurs. Les termes de l'échange sont donc injustes pour les pays du Sud. Sans parler de la dégradation écologique et culturelle (déforestation, OGM, culture d'exportation intensive). Face à cette situation intolérable, il existe une alternative : le commerce équitable !

### Un commerce au service de l'Homme

Les acteurs du commerce équitable travaillent avec des coopératives de producteurs. Son objectif est de réintégrer l'humain au centre de l'économie selon un certain nombre de principes parmi lesquels :

- assurer une juste rémunération du travail des producteurs et artisans les plus défavorisés, leur permettant de satisfaire leurs besoins élémentaires : santé, éducation, logement, protection sociale... C'est le producteur qui propose un prix de vente qui lui semble approprié pour assurer leurs besoins et envisager des projets collectifs,
- garantir le respect des droits fondamentaux des personnes (refus de l'exploitation des enfants, de l'esclavage...),
- instaurer des relations durables entre partenaires économiques,
- favoriser la préservation de l'environnement na-

turel, social, culturel, économique,  
- assurer la transparence dans le fonctionnement des différents partenaires et accepter le contrôle sur ces principes à chaque étape.

Le commerce équitable réduit donc les intermédiaires dans l'échange. En effet, il n'y a plus des personnes qui rachètent les marchandises dans le seul but de les revendre plus cher. Ces intermédiaires sont inacceptables car ils ne produisent rien. Ils s'enrichissent sur le dos des producteurs mais aussi sur celui des consommateurs qui voient les prix des biens augmenter artificiellement. Le commerce équitable essaye de travailler le plus directement avec les producteurs. Son but est donc d'instaurer une relation la plus directe possible entre le producteur et le consommateur. Il permet aussi à des producteurs exclus du commerce traditionnel d'échanger.

### Une prise de conscience

Un nouveau comportement de consommation est en train d'émerger en France et dans les pays du Nord. Par l'acte d'achat, le consommateur soutient un système économique. Acheter des produits issus du commerce équitable est une manière de réduire les inégalités dans le monde. En France on peut acheter des produits issus du commerce équitable dans les boutiques Artisans du Monde ou d'autres boutiques du commerce équitable et sous le label Max Havelaar en grande surface. Ce label garantit que le produit respecte les conditions du commerce équitable.

Le commerce équitable n'est pas une utopie mais une réelle alternative à ce commerce mondial injuste. Les consommateurs en sont les acteurs principaux. En consommant équitable on rejette le système actuel. Notre souhait n'est-il pas justement de bouleverser ce monde basé sur le commerce où le plus fort est toujours gagnant? Pourquoi ce sont ceux qui commercialisent les marchandises qui captent toutes les richesses alors que les producteurs, ceux qui créent réellement les richesses, ne sont pas payés à un juste prix? Voilà tout l'enjeu du problème. Une façon de remettre en cause le commerce libéralisé est donc le commerce équitable.

Clément B.

[www.artisansdumonde.org](http://www.artisansdumonde.org)  
[www.commerceequitable.org](http://www.commerceequitable.org)

## **Tsunami : vos dons serviront à rembourser leur dette sauf si... (communiqué du Collectif pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde [CADTM])**

Depuis le séisme du 26 décembre au large de l'Indonésie, beaucoup de chiffres ont fait les grands titres de l'actualité, irrémédiablement à la hausse : nombre de victimes, coût des dégâts constatés, aide internationale... Les rencontres entre grandes puissances se succèdent : conférence de Jakarta, réunion du G8, session du Club de Paris... Prenons le temps de commenter quelques faits et chiffres méconnus qu'il faut placer au cœur du débat.

Onze pays ont été touchés : Indonésie, Sri Lanka, Inde, Thaïlande, Somalie, Maldives, Malaisie, Birmanie, Tanzanie, Bangladesh et Kenya. Cet ensemble est très hétérogène, puisqu'il regroupe des pays asiatiques et des pays africains, des pays économiquement émergents et des pays très pauvres, des pays remboursant des sommes colossales et d'autres en état de cessation de paiement. Pour autant, la nature n'a pas choisi et il serait particulièrement indécent de distinguer parmi ces pays pour accorder aux uns ce que l'on refuserait aux autres.

A la fin 2003, la dette extérieure de ces onze pays s'élevait à 406 milliards de dollars. Leurs performances économiques étant fort diverses, leurs créanciers le sont aussi. Les pays prometteurs, comme l'Inde ou la Thaïlande, ont une dette essentiellement d'origine privée, contractée notamment sur les marchés financiers ou auprès de grandes banques. Les pays pauvres, comme le Sri Lanka ou le Bangladesh, ont une dette essentiellement multilatérale, détenue par la Banque mondiale, des banques régionales de développement ou le FMI. Des pays plus isolés au niveau international, comme la Somalie, ont une dette principalement bilatérale, contractée envers des pays riches. Tous les grands créanciers sont concernés par la recherche d'une solution prenant en compte l'intérêt des peuples touchés.

En 2003, ces onze pays ont remboursé 68 milliards de dollars à leurs créanciers étrangers, contre 60 milliards l'année précédente. Cette année-là, leurs pouvoirs publics ont remboursé 38 milliards de dollars à eux seuls. La ponction est énorme : entre 1980 et 2003, les remboursements ont représenté onze fois leur dette de 1980, alors que dans le même temps, cette dette a été multipliée par cinq.

L'aide internationale promise est estimée à 6 milliards de dollars, dont 4 par des institutions officielles. Loin de vouloir dissuader cet élan de générosité, qui soulage la bonne conscience du donateur bien avant les souffrances des victimes, il est urgent de no-

ter que ces onze pays remboursent chaque année six fois plus. Derrière la générosité médiatisée à outrance, même quand elle est sincère, demeure donc un mécanisme très subtil qui aspire les richesses des populations du Sud vers leurs riches créanciers. Puisse la tragédie de décembre servir à mettre en lumière cette autre tragédie, dépassant largement le cadre de ces onze pays sinistrés : la dette. A cause d'elle, et avec la complicité des classes dirigeantes locales qui ont un intérêt personnel dans l'endettement de leurs pays, des Etats n'assurent pas à leurs peuples la satisfaction des besoins fondamentaux, la misère et la corruption se répandent, la souveraineté politique et économique de dizaines de pays devient une expression vide de sens, les ressources naturelles sont pillées ou bradées à de puissantes multinationales, les cultures d'exportations sont imposées au détriment des cultures vivrières. Il s'agit d'un centre nerveux particulièrement vigoureux d'un modèle économique prédateur et oppressif.

Quel créancier oserait déclarer publiquement qu'il va continuer à attendre des remboursements de pays sinistrés à ce point ? Cependant, aucun n'y a définitivement renoncé. La réunion du Club de Paris, fort tardive du reste (17 jours après le séisme) et regroupant 19 pays riches, ne doit pas faire illusion : les créanciers sont prêts à suspendre les paiements, sans annulation significative de dette, pour mieux imposer une conditionnalité stricte qui sera assurée par le FMI. Pourtant, ce même FMI s'est déjà distingué lors de la crise de 1997-1998 par des remèdes pires que le mal.

En son âme et conscience, tout créancier peut décider de renoncer à ses créances. Là, tout de suite. Cela s'est déjà produit dans les dernières années pour des raisons géostratégiques. Des centaines de mouvements sociaux présents dans cette région, notamment les réseaux CADTM et Jubilé Sud, ont appelé à l'annulation, montrant la solidarité objective qui existe entre tous ceux qui subissent la tyrannie de la dette. Un moratoire ou une simple réduction ne peuvent être tolérés. Seule l'annulation totale et inconditionnelle de la dette extérieure publique des pays touchés, avec contrôle des sommes libérées par les populations locales, est une réponse à la mesure du désastre provoqué par les tsunamis. Sinon, vos dons serviront juste, tôt ou tard, aux pays dévastés à rembourser une dette devenue immorale.

**Par Damien Millet & Eric Toussaint, respectivement président du CADTM France et président du CADTM Belgique, [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org), le 10 janvier 2005.**  
Dossier spécial Tsunami: [http://www.cadtm.org/fr.mot.php?id\\_mot=251](http://www.cadtm.org/fr.mot.php?id_mot=251)

Depuis une vingtaine d'années, nombre de réseaux féministes internationaux émergent pour faire face aux politiques néolibérales en affirmant haut et fort les droits des femmes. Cette internationale citoyenne rappelle la nécessité d'intégrer le genre dans toutes les analyses de la politique de mondialisation libérale. Le libre-échange imposé par l'Organisation Mondiale du Commerce et les conséquences du consensus de Washington (<http://www.france.attac.org/a1809>) ont entraîné une paupérisation de la population féminine. Selon l'UNIFEM (Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme), plus de 70% des plus pauvres sont des femmes.

### L'alliance du patriarcat et du capital

Le patriarcat fige les rapports entre les hommes et les femmes dans un système de domination politique, économique, culturelle et sociale. La division sexuelle du travail conditionne l'homme à la sphère productive et la femme à la sphère reproductive, hiérarchisant ainsi la valeur du travail, génératrice de fortes discriminations de salaires, de promotions, de conditions de vie.

Le travail à temps partiel est féminin à 85%. Le différentiel de salaire persiste alors que les femmes sont, depuis environ 20 ans, plus diplômées que les hommes. De même, persiste le « sur-chômage » féminin caractéristique de presque tous les pays d'Europe (« sur-chômage » accompagné de sous indemnisation: 33% seulement des chômeuses sont indemnisées contre 50% des chômeurs). En France 3,2 millions d'actifs ont un salaire mensuel inférieur au SMIC, et 80% d'entre eux sont des femmes.

Selon les pays, jusqu'à 90% des employés des zones franches sont des femmes. Fréquemment ces femmes sont victimes de violences physiques, harcèlements sexuels ou viols, qui ne sont jamais condamnés par les États concernés. La sous-traitance qui s'est énormément développée permet aux transnationales d'éviter la responsabilité directe envers les salarié(e)s.

Dans une société où les échanges marchands sont considérés comme vecteur du bonheur général, les femmes se trouvent en marge du commerce mondial. Leur nonaccès à la propriété, leur ferme les crédits qui pourraient leur permettre de mener des activités lucratives ou d'investissement répondant aux stratégies mises en place pour lutter contre la pauvreté

dans les pays du sud. Les femmes ne détiennent que 1% des terres de tous les pays.

### Les femmes: un groupe particulièrement exposé aux politiques néolibérales

L'ouverture des frontières fixée par la mondialisation libérale modifie en profondeur les systèmes agricoles. La culture de subsistance est étouffée par les cultures d'exportation. Ces cultures de rente fonctionnent trop souvent sur l'exploitation des femmes, seule main d'œuvre restée en milieu rural. En Afrique, les femmes produisent plus de 80% de la nourriture alors qu'elles ne possèdent que moins de 10% des terres.



L'économie marchande tend à externaliser les coûts de « reproduction » et d'entretien de la force de travail sur la sphère domestique. Les plans d'ajustement structurel et la casse des services publics dans les pays occidentaux admettent implicitement que les femmes compensent le déficit de services par du travail invisible. Elles fournissent les produits vivriers, survivent dans le secteur informel ou retournent dans leur foyer. Dans la société patriarcale, la diminution des services sociaux pénalise d'autant plus les femmes car elles se voient obligées de retourner au foyer pour s'occuper des enfants. Le travail au domicile des femmes joue alors un rôle d'amortisseur social. Ce travail à domicile étant considéré comme relevant du privé : la norme y est l'absence d'assurance maladie, d'assurance chômage et de système de retraite.

Les politiques néolibérales par leurs assauts répétés contre les services d'éducation, fragilisent l'émancipation des femmes, déjà mise à mal par le

pois des traditions dans de nombreux pays. Plus de 2/3 des 900 millions d'analphabètes dans le monde sont des femmes. Par ailleurs, les femmes ont très peu accès aux technologies de l'information et de la communication, le Bureau International du Travail parle même de "fracture numérique entre les sexes" pour caractériser cette discrimination.

### Corps marchandises

La marchandisation du corps humain est devenue une gigantesque organisation internationale. 90% des femmes prostituées aux Etats-Unis sont contrôlées par des proxénètes. La prostitution génère des flux financiers considérables liés à ceux de la drogue, des armes, de l'industrie du sexe, et de la pornographie. La prostitution alimente les réseaux de blanchiment de l'argent sale. La sexualité est devenue une valeur sûre du capitalisme. Le chiffre d'affaire mondial de la pornographie est estimé, en 2004, autour de 52 milliards de dollars, alors qu'il était de 6 milliards en 1983. 90% des fichiers téléchargés sur Internet sont liés au sexe. Cette cyber industrie génère un chiffre d'affaire d'un milliard de dollars.

Actuellement, plusieurs pays tentent de démanteler les résolutions posées en 1949, qui faisaient de la lutte contre le proxénétisme une priorité. A l'image du gouvernement Raffarin, on assiste, à une criminalisation des prostituées. Assimilant cette exploitation d'êtres humains à une industrie du divertissement, des états libéraux, mais aussi des associations et l'Organisation mondiale du travail demandent qu'apparaisse une distinction entre « prostitution forcée » et « prostitution libre » espérant faire reconnaître la prostitution comme un travail ordinaire. La précarité reste la grande oubliée de ces débats. On ne se prostitue jamais par plaisir.

### Un féminisme politique

Au moment où l'on nous propose une constitution européenne ultralibérale qui n'apporte aucune évolution positive pour les droits des femmes, (manquent les droits à la contraception, à l'avortement, à l'orientation sexuelle, au divorce, l'interdiction de la traite à des fins de prostitution, le droit d'asile pour motifs de violences ou persécutions, le principe de laïcité, non-annulation du code de statut

personnel), garantir la présence des femmes et l'approche du genre dans notre réflexion pour un autre monde est indispensable. Aux associations féministes aussi de ne pas limiter leur action à la promotion des droits individuels au niveau national, sans prendre en considération les conséquences économiques, sociales et culturelles des politiques libérales.

Chaque jour des alternatives citoyennes naissent : les cuisines populaires dans la ville de Lima au Pérou, la désobéissance civile des femmes Chipko en Inde, la branche féminine de Solidarité Paysanne dans la RD Congo, la lutte contre la bio-piraterie de Vandana Shiva. Modifier le rôle et le pouvoir du genre est incontournable pour jeter les bases d'un autre monde, égalitaire, solidaire, économe, pacifique et démocratique. Cela pourrait commencer par un non antilibéral et féministe à la constitution européenne. Seule une Europe sociale où les droits fondamentaux et les services publics seront des valeurs supérieures à celle de la concurrence pourra garantir les droits acquis par les femmes et faire progresser l'égalité.

**Charlotte & Matthieu**



À lire: - ATTAC, *Quand les femmes se heurtent à la mondialisation*, Ed. Mille et une nuits/ Fayard, 2003.

- Christine Delphy, *L'Ennemi principal, tome 1 L'Économie politique du patriarcat*, ed syllepse, 1998.

- Christine Delphy, *L'Ennemi principal, tome 2, Penser le genre*, ed syllepse, 2001.

- Revue Agone, n°28, *Lutte des sexes & lutte des classes*, ed Agone, 2003.

- Offensive, *Genre & Sexualité*, n°4, octobre 2004.

Association: [www.penelopes.org](http://www.penelopes.org)

Ha !!! Quelle riche idée !!! me direz-vous. Une université enfin à l'image de la société, une fac « moderne », dans laquelle les grandes marques seraient omniprésentes, toujours là pour nous vendre leurs articles primordiaux à notre bien-être : la dernière paire de chaussures à la mode ou encore le nouvel ordinateur high-tech. Enfin bref, une fac véritable sanctuaire de la consommation. Bien évidemment il va de soi que les cours eux-mêmes s'en trouveraient bouleversés ou plutôt « modernisés », abandonnant leur fonction d'éducation devenue depuis bien longtemps obsolète pour ne se consacrer uniquement qu' à la promotion de ces marques bienfaitrices pour notre économie et à l'apprentissage des bonnes façons de consommer. Alors, cette fac supermarché, c'est pour quand ? Quand viendra ce jour où l'amphi 1 cessera d'être nommé ainsi pour devenir l'amphi Coca-Cola ou l'amphi Jean-René Fourtoux ?

### Bonne nouvelle, c'est pour demain !!!

Cette vision apocalyptique de l'université peut en faire rire certains, créer l'incrédulité générale. Et pourtant rien n'est plus sûr que c'est ce qui nous attend. D'ailleurs, des signes avant-coureurs sont bel et bien présents. Aujourd'hui déjà, les entreprises privées sont de plus en plus présentes au sein des universités et de façon plus générale dans tous les établissements scolaires. La plupart des lycées sont munis d'un distributeur de boissons par exemple et tous les lieux d'enseignement sont envahis par la publicité (sauvage ou tolérée). Cela semble ne choquer personne.

Et pourtant, quel est le rapport entre l'éducation et la publicité par exemple ? Aucun !!!! La pub a pour unique but de créer chez les individus, le désir de consommer le produit vanté, de donner une image attractive de la marque qui permet de fidéliser les consommateurs. Son but ultime est évidemment de faire en sorte de nous faire consommer de façon mécanique, de nous faire acheter tout et n'importe quoi.

On comprend alors aisément l'enjeu que constituent les jeunes pour les marques. Plus un individu est jeune, plus il est naïf, plus cela va être facile de lui faire « interioriser » l'amour d'une marque et rendre automatique chez lui la consommation de ses produits.

Normalement, la loi Française interdit les actions d'entreprises privées en milieu scolaire. D'ail-

leurs plusieurs directives gouvernementales ont réaffirmé cela au nom de la neutralité de l'enseignement depuis les années 50. Cependant, on ne peut que constater la difficulté ou le manque de volonté à réellement faire appliquer la loi, à ne pas céder au lobby des marques. De plus, depuis 2001 et le passage de Jack Lang au ministère de l'éducation nationale, la donne a fortement changé. Plutôt que de s'opposer de façon ferme à la pression croissante des marques, M. Lang a tout simplement légalisé leur présence en établissant un « code de bonne conduite des interventions des entreprises en milieu scolaire ».

Aujourd'hui donc, et cela au mépris scandaleux du principe de neutralité, les marques sont les bienvenues dans les salles de classes (sous respect de certaines conditions). C'est ainsi par exemple que de nombreux lycéens ont pu virtuellement spéculer en bourse « grâce » au jeu du C.I.C. et avec la bénédiction du ministère ou encore que les élèves de primaire apprennent à se laver les dents par les conseils avisés de Colgate.



Pour ce qui concerne l'université, la situation est autre et surtout plus grave car elle possède un statut différent. Ainsi, il n'y a aucune législation précise qui régleme les interventions des entreprises en son sein. De ce fait, il appartient principalement aux instances dirigeantes des universités de définir leur politique en la matière, ce qui concrètement se traduit par une liberté bien plus importante des marques. Oui mais, est-ce si grave ? Parce que après tout, les étudiants sont suffisamment grands pour faire la part des choses. Il n'y a rien de moins sûr. Rien qu'à en juger par le nombre de jeunes adultes qui démarrent dans la vie en étant endettés, proies d'une société qui cherche à faire naître en nous à chaque instant le désir de posséder, qui cherche à nous faire croire que l'on peut dépenser sans compter. Non, cela n'est pas anodin si les marques s'attaquent aux facs. Et il y a urgence à réagir quand l'Etat

## 5 FACs EN SUPERMARCHES ?

Français signe un contrat avec Dell ou le Crédit Agricole leur permettant de venir présenter (en théorie, dans les faits cela s'apparente d'avantage à de la vente) leurs ordinateurs et les prêts bancaires qui vont avec et d'inciter de ce fait des milliers d'étudiants à s'endetter. Le cas de l'Ofup est également choquant. Soit-disant là pour rendre service aux étudiants, en leur vendant les journaux soit-disant utiles à leurs études, elle cherche en réalité à vendre en priorité les abonnements lui rapportant la plus grosse marge commerciale. Cela se fait au mépris total de l'étudiant, en allant jusqu'à lui mentir pour susciter chez lui un achat qui souvent se révèle totalement inutile à la réussite de ses études. Donc en réalité, notre université supermarché dont nous parlions, nous l'avons déjà en partie sous les yeux et ce n'est probablement que le début. Alors comment expliquer cette évolution scandaleuse ?

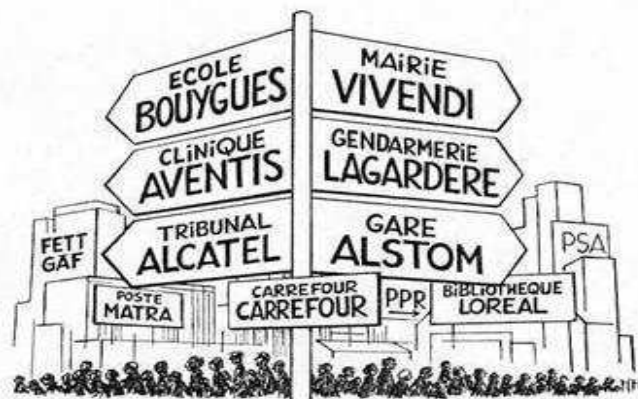
### Un désengagement financier de l'Etat

Ce n'est ni plus ni moins que cela qui se cache derrière ce phénomène d'intrusion des entreprises dans l'éducation. Manquant de moyens, les universités françaises se voient aujourd'hui obligées de se tourner vers les sociétés privées pour combler ce manque et assurer leur mission, et cela est loin de se faire sans contrepartie et dangers. Le premier danger imminent est bien évidemment la fin de l'indépendance des universités par rapport aux entreprises et de même une forte remise en cause du service public d'éducation. Ainsi de plus en plus, l'organisation des universités est pensée en fonction de logiques économiques et de moins en moins en fonction de logiques d'éducation. Elle doit avant tout se plier aux demandes des entreprises même si cela implique de brader sa mission d'éducation et d'être créatrice d'inégalités.

En 2003, Luc Ferry alors ministre de l'éducation nationale avait tout simplement tenté d'institutionnaliser cela à travers une loi de « modernisation des universités » qui serait actuellement en place sans une forte mobilisation d'opposition étudiante. Cette loi s'inscrivait dans le processus de Bologne (qui lui est bel est bien en cours d'exécution) qui vise à rendre les universités Européennes plus compétitives et organise la concurrence entre elles. En d'autres termes qui instaure un réel « marché de l'éducation », l'éducation étant alors vue comme une simple marchandise. Le LMD est très clairement

partie intégrante de ce processus et n'est qu'une première étape.

Ainsi, la présence d'entreprises privées à l'université et dans le milieu scolaire est de plus en plus considérée comme légitime et ne soulève malheureusement aucune interrogation de la part des étudiants. La venue de Dell par exemple ne peut être vue que comme un bien, puisqu'elle semble permettre aux étudiants d'acquérir des ordinateurs à des prix artificiellement bas. Sauf que dans la réalité, cela est clairement symptomatique du désengagement étatique. Plutôt que d'investir dans un parc informa-



tique, le gouvernement préfère reporter cette dépense sur les étudiants, au risque d'en voir certains (les moins fortunés d'entre eux) rentrer dans le cycle infernal de l'endettement. Toutes ces conditions réunies, la publicité n'a plus qu'à agir laissant miroiter à chacun qu'il peut (qu'il doit) tout acheter (et donc être heureux) par la magie de l'emprunt. Le système anglais fonctionne comme cela depuis les années 80 (reporte le coût des études sur les étudiants), aujourd'hui, l'accès à l'éducation est très inégalitaire et le taux d'endettement des jeunes diplômés dramatique.

Tout cela mis en évidence, il n'appartient maintenant qu'aux étudiants et aux professeurs de faire bouger les choses. L'expérience du jeu du C.I.C. qui sous la pression d'un enseignant a fini par être interdit nous montre que la bataille n'est pas perdue. Mobilisons-nous et demandons l'abrogation du « code de bonne conduite des interventions des entreprises en milieu scolaire » !!!

**Marxime**

*Manifeste pour l'abrogation du code de bonne conduite:* [http://www.antipub.net/rap/ateliers/appel\\_manifes.htm](http://www.antipub.net/rap/ateliers/appel_manifes.htm)

## A lire ce mois-ci



Sans proposer de véritables panacées, cet ouvrage n'en dénonce pas moins et de manière très fournie le nivellement par le bas du modèle démocratique occidental.

Serge Halimi appuie son argumentation sur les applications plus ou moins abouties de la pensée néo-libérale aux Etats-Unis, en France, en Angleterre, ou en Nouvelle-Zélande. Elle se caractérise par une approbation sans restriction du libéralisme de marché qui rendrait caduque la distinction traditionnelle entre «gauche progressiste» et «droite conservatrice».

L'auteur met bien en exergue le désengagement progressif des élites dites de gauche dans les revendications sociales du peuple. Les thèmes défendus par ces progressistes aisés (droits individuels) confirmeraient bon an mal an des intelligences avec les chantres de l'orthodoxie libérale.

L'analyse du revirement idéologique depuis l'œuvre marginale de Friedrich Hayek (économiste fondateur d'une sorte de « think tank » (boîte à idées) ultralibéral dès l'après-guerre, *La société du mont Pèlerin*.) jusqu'à la confusion totale des intérêts des médias avec ceux des grands pontes de la finance et du commerce international est éclairante.

A l'Etat providence de type keynésien (soit une intervention publique dans la relance économique, dans l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat etc. mais aussi la pérennité d'un

consensus social et politique niant les antagonismes) substitue au modèle libéral, dont le but avoué, est de confirmer et de consolider les intérêts des nantis. Une sorte d'internationalisme de la finance (du reste, on compterait pas mal d'ex-mao chez les ultra-libéraux ; et c'est bien par une phrase du grand timonier que débute le livre! A bas les dogmes).

On pourra toujours se réjouir- sans cynisme aucun !- de savoir inexorablement sans fin la liste des rebuts de l'ordre libéral: « Si des ingénieurs, des diplômés de troisième cycle, des polyglottes entrent dans la danse de la contestation, l'ordre libéral va devoir trouver autre chose comme réponse à l'inquiétude générale que le rabâchage des théories de Ricardo » (économiste anglais du début du XIXème, Jean-Pierre Gaillard ne nous apprend donc rien de nouveau, c'est du pareil au même!) prétend de manière pertinente Halimi. C'est pas idiot ! Mais ça sera pas par philanthropie qu'ils manifesteront ces marlous-là !

**Flo, étudiant-brancardier**

### *L'Immondialisation :*

Journal édité chez les éditions Golias (sises à Lyon) dirigé par Paul Ariès (politiste de profession, il est aussi l'auteur de *Putain de ta Marque!* chez le même éditeur).

Publication alternative se qualifiant « rouge-verte » (anti-capitaliste, anti-libéral etc...) furetant les héritages des pensées de Marx et de Proudhon, il est aussi un très bon outil afférant à la pensée altermondialiste. On peut ainsi lire avec intérêt les articles traitant des institutions internationales, de l'actualité d'ATTAC national, ou des conséquences des réformes ultra-libérales de l'éducation nationale en France.

C'est un peu – toutes proportions gardées !- un épigone d'un *Charlie Hebdo* ou d'une *Décroissance*, plus radical dans le style et dans les revendications. Les illustrations y sont peut-être moins piquantes que dans celles de l'hebdo satirique du mercredi, mais les excellents articles sur les sectes ou l'interview de membres de Casseurs de Pub n'ont rien à envier aux reportages de journaux « alternatifs »

Encore de la bonne presse d'opinion de d'sous l'sol, encore un faible tirage en perspective malheureusement...!